

ÉDITION 2013

# CODE DES PROCÉDURES COLLECTIVES

ONZIÈME ÉDITION

*Commentaires par*

ALAIN LIENHARD

Docteur en droit

Rédacteur en chef du Recueil Dalloz

*Annotations jurisprudentielles  
et bibliographiques par*

PASCAL PISONI

Rédacteur aux Éditions Dalloz

DALLOZ

# TABLE DES MATIÈRES

## CODE DES PROCÉDURES COLLECTIVES

### PREMIÈRE PARTIE

#### LIVRE VI DU CODE DE COMMERCE ET TEXTES D'APPLICATION

#### I RÉGIME ISSU DE LA LOI DU 26 JUILLET 2005 ET DE L'ORDONNANCE DU 18 DÉCEMBRE 2008

Loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005, art. 165, 190 à 192 .....	p. 5
Ordonnance n° 2008-1345 du 18 décembre 2008, art. 173 .....	p. 7
Ordonnance n° 2010-1512 du 9 décembre 2010 .....	p. 7
Code de commerce, art. L. 610-1 à L. 680-7 .....	p. 7
Code de commerce, art. R. 600-1 à R. 670-6 .....	p. 572
Circulaire du 22 juillet 2005 (mesures d'application immédiate de la loi du 26 juill. 2005) .....	p. 674
Circulaire du 9 janvier 2006 (mesures de la loi du 26 juill. 2005 appli- cables aux procédures en cours) .....	p. 674
Circulaire du 16 novembre 2006 (intervention des ordres professionnels ou des autorités compétentes dans les procédures ouvertes à l'égard de professionnels libéraux appartenant à des professions réglementées) .....	p. 678
Circulaire du 6 avril 2007 (application du décret n° 2006-1709 du 23 déc. 2006) .....	p. 680

#### II RÉGIME ANTÉRIEUR À LA LOI DU 26 JUILLET 2005

Code de commerce, anciens art. L. 611-1 à L. 628-8 .....	p. 692
Décret n° 85-1388 du 27 décembre 1985 .....	p. 1208

### DEUXIÈME PARTIE

#### I DROIT EUROPÉEN

Règlement CE n° 1346-2000 du 29 mai 2000 (procédures d'insolvabi- lité) .....	p. 1303
Circulaire du 15 décembre 2006 (relative au Règlement n° 1346-2000 du 29 mai 2000) .....	p. 1330

**II MANDATAIRES JUDICIAIRES**

Code de commerce, art. L. 811-1 à L. 814-13 .....	p. 1349
Code de commerce, art. R. 811-1 à R. 814-169 .....	p. 1368
Code de commerce, art. A. 811-1 à A. 814-7 .....	p. 1413

**III PRÉVENTION DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES**

Code de commerce, art. L. 234-1 à L. 234-4 et R. 234-1 à R. 234-7 (procédure d'alerte dans les sociétés commerciales) .....	p. 1423
Code de commerce, art. L. 251-15 et R. 251-3 (procédure d'alerte dans les GIE) .....	p. 1429
Code du travail, art. L. 2323-78 à L. 2323-82, R. 2323-18 et R. 2323-19 (droit d'alerte du comité d'entreprise) .....	p. 1430
Code rural, art. L. 351-1 à L. 351-7, R. 351-1 à R. 351-7 et D. 354-1 à D. 354-15 (exploitations agricoles en difficulté) .....	p. 1432
Code civil, art. 1799-1; Décr. n° 99-658 du 30 juill. 1999, art. 1 <sup>er</sup> (garantie de paiement des entrepreneurs) .....	p. 1439
Code des assurances, art. L. 423-1 à L. 423-8 et R. 423-1 à R. 423-18 (garantie des assurés) .....	p. 1441
Code monétaire et financier, art. L. 312-4 à L. 312-18; Règl. CRBF n° 99-05 (garantie des déposants) .....	p. 1449
Code monétaire et financier, art. L. 313-50 et L. 313-51, D. 313-26 à D. 313-31; Règl. CRBF n° 99-12 (garantie des cautions) .....	p. 1458
Code monétaire et financier, art. L. 322-1 à L. 322-10; Règl. CRBF n° 99-14 (garantie des investisseurs) .....	p. 1462
Code monétaire et financier, art. L. 313-22; L. n° 94-126 du 11 févr. 1994, art. 47; Code de la consommation, art. L. 341-1 et L. 341-6 (information des cautions) .....	p. 1470
Code de commerce, art. L. 526-1 à L. 526-21 et R. 526-1 à R. 526-14; Code civil, art. 1387-1 (protection de l'entrepreneur individuel et du conjoint) .....	p. 1473
Décret n° 2007-686 du 4 mai 2007; Circulaires des 25 et 26 novembre 2004 (action des pouvoirs publics) .....	p. 1484

**IV TRAITEMENT DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES**

Code civil, art. 1844-7 (7°) (dissolution des sociétés) .....	p. 1497
Code général des impôts, art. 1756 (remise de pénalité), 1929 <i>quater</i> (publicité du privilège du Trésor public) et 1929 <i>septies</i> (cession de rang de privilège ou d'hypothèque) .....	p. 1504
Livre des procédures fiscales, art. L. 269 A et L. 269 B (droit de poursuite individuelle de l'Administration fiscale en cas de liquidation judiciaire) .....	p. 1509
Code des assurances, art. L. 113-6 (continuation des contrats d'assurance), L. 132-14 et L. 132-17 (contrats d'assurance-vie), L. 443-1 (engagements de caution des entreprises d'assurance) .....	p. 1510

Code de la sécurité sociale, art. L. 243-4, L. 243-5 et L. 651-6; R. 243-20-2, R. 243-20-3, R. 612-4 et R. 612-5; D. 243-3 (privilège de la sécurité sociale, remise de dette, cession de rang de privilège ou d'hypothèque) .....	p. 1512
Code des douanes, art. 379 bis; Décr. n° 2007-568 du 17 avr. 2007 (publicité du privilège des douanes) .....	p. 1518
Code du travail, art. L. 3253-5 (privilège du façonnier) .....	p. 1521
Code de la propriété intellectuelle, art. L. 132-15 et L. 132-30 (contrats d'édition et de production audiovisuelle) .....	p. 1522
Code monétaire et financier, art. L. 211-10 (procédure collective d'un intermédiaire habilité) .....	p. 1523
Code monétaire et financier, art. L. 211-20 et D. 211-10 à D. 211-14 (nantissement de compte-titres) .....	p. 1524
Code monétaire et financier, art. L. 211-36 à L. 211-40 (opérations sur instruments financiers) .....	p. 1526
Code monétaire et financier, art. L. 313-12 (crédit d'exploitation aux entreprises - rupture de crédit et crédit abusif) .....	p. 1528
Code monétaire et financier, art. L. 313-22-1 (engagements de garantie des établissements de crédit) .....	p. 1547
Code monétaire et financier, art. L. 330-1, L. 330-2 et R. 330-1 à R. 330-3 (systèmes de règlements interbancaires et systèmes de règlement et de livraison d'instruments financiers) .....	p. 1547
Code monétaire et financier, art. L. 440-7 à L. 440-9 (adhérents d'une chambre de compensation) .....	p. 1550
Code monétaire et financier, art. L. 515-21 et L. 515-25 à L. 515-28 (sociétés de crédit foncier) .....	p. 1551
Code monétaire et financier, art. L. 613-24 à L. 613-31 et R. 613-19 à R. 613-23 (traitement des établissements de crédit, des établissements de paiement, des établissements de monnaie électronique et des entreprises d'investissement en difficulté) .....	p. 1552
Code monétaire et financier, art. L. 613-31-1 à L. 613-31-10, R. 613-24 et R. 613-26 (mesures d'assainissement des établissements de crédit communautaires) .....	p. 1558
Loi n° 75-1334 du 31 déc. 1975, art. 12 (action directe du sous- traitant) .....	p. 1562
Loi n° 86-1067 du 30 sept. 1986, art. 42-12 (cession des entreprises titulaires d'une autorisation relative à un service de communication audiovisuelle) .....	p. 1563